

CONGRES CONFEDERAL DE LA C.G.T.F.O. (Toulouse juin 74)

Il nous faudra sans doute insister encore longtemps: il n'est de pire sourds que ceux qui ne veulent pas entendre. Auxquels nous ajoutons ceux qui font semblant de ne pas comprendre.

La position développée par les anarcho-syndicalistes au cours de ce congrès a été, une fois de plus, mal comprise par les uns, déformée sciemment par d'autres.

Selon plusieurs articles de presse, de différents horizons, il paraît que nous avons volé au secours du bureau confédéral!!! Nous renvoyons au compte-rendu des débats qui vient de paraître.

Sous prétexte que nous avons bataillé, polémique, avec un autre courant "minoritaire" qui se dessine dans la confédération on prétend que nous avons été indulgents pour le bureau confédéral.

Nous avons même entendu un délégué parler à la tribune des "*privilège exorbitants dont bénéficient les anarcho-trotskyistes au sein de C.G.T.F.O.*" (reprenant ainsi l'amalgame fait par "L'Humanité") ... Passons...

Passons sur de telles énormités, mais non sans rappeler à ce "camarade" (comme nous le rappellerons dans le prochain bulletin à Jacques Duclos) qu'en fait de privilèges les militants anarcho-syndicalistes ont toujours eu celui d'être les premiers à recevoir les coups des adversaires de classe. Et nous savons parfaitement à quoi nous attendre de la part des aspirants actuels au pouvoir: cette "*union de la gauche*" dont la principale composante, le PCF, veut faire une "*union nationale*", y compris avec les gaullistes. Nous en restons, nous, à "*l'union de classe*".

Car c'est bien de cela qu'il était question au congrès confédéral: ou bien l'organisation syndicale (même à majorité réformiste) reste une organisation de classe, ce qui signifie, entre autres, qu'elle refuse tout engagement de quelle nature que ce soit avec les partis politiques et qu'en conséquence elle ne se lie à aucun programme de gouvernement, même "*commun de la gauche*"; ou bien le syndicalisme accepte de lier son sort à celui des partis politiques, adhère à un programme électoral, s'engage donc à faire respecter par la classe ouvrière les décisions économiques et sociales du pouvoir. Cela s'appelle l'intégration à l'Etat et c'est la fin de l'indépendance syndicale. C'est l'enterrement de première classe de la Charte d'Amiens.

Sur ce terrain là, sur cette question fondamentale, il n'y a rien de surprenant que syndicalistes révolutionnaires et réformistes s'accordent et qu'ensemble ils additionnent leurs efforts pour empêcher la conquête des syndicats par les politiciens.

Il faut qu'on sache, une bonne fois pour toutes, que les militants anarcho-syndicalistes consacreront une bonne part de leurs efforts à combattre toutes les tentatives, d'où qu'elles viennent, visant à transformer le syndicat en courroie de transmission. Et qu'on ne nous parle pas de division et d'inefficacité. L'efficacité dans la défense des intérêts des travailleurs ne sera pas obtenue par la domestication de leur organisation de classe et les diviseurs sont ceux qui veulent mettre la main sur les syndicats.

Les anarcho-syndicalistes ne croient pas à la nécessité de la conquête du pouvoir politique, de l'Etat, comme moyen d'émancipation de la classe exploitée. Il n'est donc pas étonnant de les retrouver (quand c'est nécessaire) aux côtés de ceux qui ont au moins le mérite de défendre l'indépendance syndicale.

Au risque de se faire traiter une fois de plus de «conservateurs» et de «passéistes», il nous plaît de nous référer à nos anciens. Ne serait-ce que pour montrer à tous les «repenseurs» du syndicalisme qu'ils perdent leur temps à réinventer le fil à couper le beurre et découvrent naïvement des problèmes que bien longtemps avant eux nos prédécesseurs affrontaient déjà.

Dans un important ouvrage paru aux éditions du Seuil en 1971 («Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe» par Jacques Julliard) on trouve un passage fort intéressant concernant une position de Pelloutier. Citons.

«Voici le compte-rendu d'un important débat qui eut lieu au comité fédéral des bourses du travail le 16 juillet 1897. Le comité examinait le projet de rapport moral présenté par Pelloutier pour le congrès de Toulouse, et Zimaer, délégué de Besançon, avait réclamé la suppression d'une phrase qui affirmait que le développement de l'action corporative serait impossible «tant que les travailleurs de cette région, le Nord, n'ayant pas éprouvé l'impuissance de l'action politique, ne comprennent pas que l'émancipation prolétarienne est entre les mains des syndicats».

Capjuzeau le blanquiste, Capjuzeau l'adversaire déclaré de Pelloutier, a renchéri : «Comment peut-on affirmer pareille chose alors que les syndicalistes de Dunkerque sont des timorés, des modérés qui acceptent les subventions municipales, alors que seuls ceux qui agissent sur le terrain politique professent des sentiments révolutionnaires?» C'est la vérité même. Elle correspond à une situation traditionnelle dans le Nord - on la retrouve aussi bien dans les mines que dans le textile - Pelloutier ne va pas nier cette évidence. Mais sa réponse qu'un Griffuelhes ou un Pouget auraient pu reprendre mot pour mot à leur compte, est une parfaite définition d'un syndicalisme révolutionnaire de classe: «Le camarade Pelloutier (Nevers) ne conteste pas que les adversaires de l'action politique à Dunkerque ne soient des timorés. Mais du jour où ils sont entrés dans un syndicat ils se sont condamnés, même inconsciemment, même malgré eux, à engager tôt ou tard l'action révolutionnaire à laquelle le système économique condamne tous les travailleurs, que ce soit pour une question de salaire, pour une réduction de la durée du travail, ou tout autre motif; un jour ou l'autre ils auront à se révolter contre le patronat, et l'on peut dire que tout syndiqué, quelles que soient ses opinions présentes, sera nécessairement un révolutionnaire un jour. Il ne faut donc point blâmer ceux de Dunkerque, et en s'abstenant de politique ils gagneront de constituer des syndicats unis et forts.»(Registre des délibérations du Comité Fédéral des Bourses du Travail - 16.7.1897.)

En d'autres termes, mieux vaut pour la révolution future des syndicalistes modérés que des révolutionnaires extrémistes. Ce mépris de l'opinion au profit de la situation de classe est à retenir; il explique en grande partie le comportement du «syndicalisme révolutionnaire» et éclaire tout particulièrement la fameuse «Charte d'Amiens».

Fin de citation.

Et bien oui, mille fois oui! je me sens beaucoup plus près des syndicalistes réformistes, même modérés, que de tous les politiciens, y compris de gauche et d'extrême-gauche, dont l'objectif est la conquête du pouvoir d'Etat, surtout s'ils m'expliquent que c'est le chemin qui conduit à «l'autogestion» !!!

Quant à la Charte d'Amiens, tant de fois revendiquée au cours de ce congrès, faut-il rappeler qu'elle fut un compromis entre syndicalistes révolutionnaires et réformistes réalisé contre les prétentions guesdistes de rattacher pratiquement l'organisation syndicale au parti ?

Evidemment nous n'en resterons pas là: notre position sur l'indépendance syndicale n'est qu'une partie de l'orientation que nous défendons, laquelle va bien plus loin que celle préconisée par les réformistes dont nous avons maintes fois souligné les insuffisances.

C'est pourquoi nous avons maintenu devant le congrès un texte d'orientation générale qui se distingue nettement de celui de la majorité confédérale.

Curieusement, tous nos pourfendeurs oublient de le citer (je pense plus particulièrement à l'article de «Frontières», organe du CERES, n° 18 de juillet-août 74). Ils nous prêtent des intentions inavouables, interprètent à leur façon nos textes et nos positions, mais s'abstiennent prudemment de les communiquer à leurs lecteurs. Drôle de façon d'informer qui traduit un mépris certain pour ces lecteurs.

Cette résolution, nous la publions ci-après. Elle n'est ni anarcho-syndicaliste spécifiquement, ni trotskyste. Elle tente de définir quelques positions claires, par rapport à une situation donnée. Positions qui ont été approuvées par des camarades de différentes tendances, et pas seulement des anarcho-syndicalistes.

On nous a dit que le nombre de mandats recueillis par ce texte aurait pu être plus important si nous avions fait quelques concessions.

Il est certain que si nous avons accepté de ne pas dénoncer la tactique désastreuse des grèves tournantes chère à la CGT; si nous n'avons pas réaffirmé notre refus de contribuer à engager le processus d'intégration de la confédération dans le programme commun de gouvernement de la gauche; si également nous n'avons pas précisé notre conception de la laïcité et de sa défense; bref, si nous avons vidé notre texte de tout contenu réel, sans doute aurait-il recueilli beaucoup plus de voix. Comme arrivent à en recueillir toutes les motions nègre-blanc qui ne veulent plus rien dire.

Mais le péché impardonnable, le crime inexpiable que nous aurions commis, c'est d'avoir condamné «l'autogestion» !!! tout en nous réclamant de la Charte d'Amiens.

Nous avons publié, en janvier 1973, un numéro spécial de notre bulletin consacré à l'autogestion. Nous avons l'intention de le rééditer courant 75 en le réactualisant en fonction des événements qui se sont déroulés depuis sa parution.

Mais ce que nous pouvons affirmer d'ores et déjà, c'est que notre position n'a pas changé. Au contraire elle se renforce au fur et à mesure que «l'autogestion» fait de nouveaux adeptes: en Espagne franquiste une fraction de la Phalange se prononce pour «la *revolucion y la autogestion*»... sous l'autorité du pouvoir central évidemment; encore en Espagne franquiste, les Carlistes viennent de déclarer que la solution c'est le «*socialisme autogestionnaire*»... sous l'autorité «*d'un état monarchiste*»...! En France le mot ne fait même plus peur à messieurs Marchais et Séguy. Raison de plus pour que nous nous méfions.

Des patrons «modernes», du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises, sont favorables à «*certaines formes d'autogestion*» ... à condition que l'autorité du chef d'entreprise ne soit pas remise en cause !!!

Grâce à ces «*certaines formes d'autogestion*» et... au syndicalisme d'entreprise (tout se tient) dont il est un fervent défenseur, monsieur Debargue, président du C.J.D., peut déclarer:

«Je ne crois pas à la lutte des classes, mais à la lutte d'influence. Il y a 80% de travailleurs non mobilisés idéologiquement. Reste à les convaincre. Et ils sont très sensibles à l'argumentation d'une direction, ouverte, dynamique, qui pratique le progrès continu. Le syndicalisme peut être débordé de deux façons: soit par le gauchisme, soit par le personnel séduit par une attitude d'ouverture des dirigeants. Cela dans le cadre de l'entreprise. Et vous verrez que les syndicalistes à la base pèseront lourd sur les états-majors nationaux et leurs idéologies!» («L'Expansion», septembre 74)

C'est on ne peut plus clair.

Nous entrerons plus dans les détails dans le numéro spécial que nous publierons dans les mois qui viennent, en essayant de passer en revue tous les «*autogestionnaires*». On peut les classer, en gros, en deux catégories:

— ceux qui à travers «l'autogestion» aboutissent en fait à nier l'existence de la classe ouvrière, au profit de la «*communauté d'entreprise*»;

- ceux qui prétendent parvenir au «*socialisme autogestionnaire*» par la conquête du pouvoir d'Etat, ce qui représente une contradiction qu'aucun tour de passe-passe dialectique ne permettra jamais de surmonter.

Face à tous ces «*autogestionnaires*» nous n'avons pas failli à notre comportement de militants anarcho-syndicalistes en combattant quelques uns au sein de la C.G.T.F.O.

Nous expliquer sur cette fumeuse «*autogestion*», sur les idées anarcho-syndicalistes de gestion directe, de socialisation fédéraliste et libertaire des moyens de production, continuer à combattre les conceptions étatistes dans le mouvement ouvrier, demeure plus que jamais notre tâche essentielle.

La défense de l'indépendance syndicale fait partie intégrante de cette action.

Jo SALAMERO

Motion d'orientation générale présentée au Congrès Confédéral de Toulouse (juin 1974) par les militants du courant "*Lutte de classes*":

La gravité de la crise internationale actuelle est due à l'existence même de la société capitaliste. Dans cette situation il faut s'attendre à ce que patronat et gouvernement remettent en cause les conquêtes ouvrières et tentent de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs. Les mesures annoncées par le gouvernement s'inscrivent dans cette perspective.

La classe ouvrière ne peut, pour la défense de ses intérêts, compter que sur ses organisations et, en premier lieu, sur ses syndicats.

Dans son combat quotidien pour la réalisation de ses objectifs le congrès estime que la pratique de l'unité d'action peut être rendue nécessaire. Conscient de la capacité de ses militants il réaffirme, dans un esprit de tolérance et de dialogue sa volonté d'agir sans exclusive pour faire avancer ses idéaux.

Le congrès réaffirme que l'unité d'action est rendue nécessaire pour réaliser l'action commune de tous les travailleurs et des organisations syndicales pour arracher au patronat, aux gouvernements quels qu'ils soient et à l'Etat, les revendications communes. Le congrès affirme que les grèves tournantes, préconisées entre autres par le pacte CGT-CFDT, loin d'unir les travailleurs ne font que les disloquer et les diviser pour le plus grand profit du capitalisme et de l'Etat.

Pour atteindre leurs buts, patronat et gouvernement vont essayer de neutraliser l'action des syndicats en tentant de les associer à leur politique sous couvert de "concertation" de "participation", de "régionalisation", de "démocratie économique", voire même de "politique contractuelle" (par exemple: politique des revenus).

Préconiser "l'autogestion", la "théorie des pouvoirs dans l'entreprise", dans le cadre d'une prétendue planification démocratique, c'est finalement remettre en cause la nature et le rôle des syndicats. Le congrès ne se prononce évidemment pas sur la forme de la société qui se construira après que le capital aura été exproprié et l'Etat aboli.

Le congrès de la CGTFO réaffirme la nécessité de sauvegarder plus que jamais l'indépendance de classe des organisations confédérées qui ne sauraient accepter de participer à la gestion de la société capitaliste à quelque niveau que ce soit (Etat ou Entreprise).

Par contre il réaffirme la nécessité pour la classe ouvrière et ses organisations syndicales d'arracher la gestion totale du salaire différé qui alimente la Sécurité Sociale, les caisses de retraites complémentaires, les ASSEDIC. La politique de la présence ne saurait être confondue avec la participation proposée par les tenants de l'association capital-travail et les partisans de la politisation du mouvement syndical.

Par politique contractuelle ou conventionnelle, le congrès précise qu'il s'agit de la possibilité pour le mouvement syndical de garantir, par des contrats collectifs, conventions et accords (loi du 11-2-50), les avantages arrachés par la classe ouvrière en fonction du rapport des forces. Toutefois le congrès précise que dans cette optique la politique contractuelle ne saurait être considérée comme une fin en soi et opposée au processus de la lutte des classes.

Le congrès attire l'attention des syndicats et des travailleurs sur la gravité de la situation que le capitalisme et les gouvernements successifs cherchent à imposer aux jeunes générations. Il s'agit en premier lieu du problème de l'école, de la défense de l'école laïque. Le congrès considère comme une des revendications les plus impérieuses l'abrogation de toutes les lois antilaïques. Le congrès réaffirme qu'il se prononce pour la suppression de toute forme d'aide à l'école privée et confessionnelle.

C'est pourquoi le XIIème Congrès Confédéral de la CGTFO réuni à Toulouse les 11, 12, 13 & 14 juin 1974:

- réaffirme l'actualité de la Charte d'Amiens,

- qui garantit l'indépendance totale du mouvement syndical à l'égard de l'Etat, du patronat, des partis, des églises et des dogmes;

- qui propose comme un des objectifs du syndicalisme, la transformation révolutionnaire de la société par l'abolition du patronat et du salariat, ce qui implique l'abolition de la propriété privée des moyens de production et, en premier lieu, l'expropriation sans indemnité ni rachat des trusts, banques et monopoles;

- condamne la course aux armements et le commerce des armes de toutes sortes qui aggravent les dangers de guerre;

- réclame le désarmement général;

- affirme que la seule voie pour combattre efficacement les société multinationales passe inévitablement par l'internationalisation des luttes;

- se prononce pour la construction de l'Europe des travailleurs (celle des Etats n'étant pas de la compétence du syndicalisme);

- constate que le capitalisme demeure fondé sur la recherche du profit et l'exploitation de l'homme par l'homme, situation qui confirme la permanence de la lutte des classes;

- déclare en conséquence que la CGTFO, afin de conserver intégralement ses capacités d'indépendance, d'action et de démocratie, ne saurait en aucun cas s'engager dans un programme de gouvernement, dans tout contrat de législature.

(ce texte a recueilli 14% des voix)

NON AU CONFORT INTELLECTUEL !!! (SUITE)

CE SACRE BON SENS (suite)

En pensant aux chantres du bon sens je ne peux pas résister au plaisir de citer le passage ci-dessous, plein de saveur amère:

«Cette aversion date de loin. Jeune bolchevik, il se permettait déjà des plaisanteries insolites sur les «talmudistes» dont le parti, alors, était plein. Ces fiévreux intellectuels à lorgnon, ces Trotski, Kamenev, Zinoviev, Radek, l'exaspéraient. Ils l'ont réduit longtemps au rôle du lourdaud, du dernier de la classe, les a minutieusement détruits. Et, avec ses bottes et sa blouse, il a voulu incarner la revanche du gros bon sens. La revanche du peuple, qui a peu appris dans les écoles, mais qui a les pieds sur terre, dans la terre. Ou mieux encore la revanche de la classe moyenne russe, à laquelle il avait accédé en entrant au séminaire».

Georges BORTOLI («Mort de STALINE»)

Comme quoi le bon sens serait stalinien. J'avoue que ça ne m'étonne pas.

LA BONNE HIERARCHIE (suite)

Notre secrétaire général a fait vers la mi-septembre une rentrée parisienne pleine de tonus, nous devons lui en donner acte; mais chassez le naturel, il revient au triple galop. Il a donc fallu qu'il laisse échapper une de ces phrases dont on se demande longtemps, et sans succès, ce qu'elles veulent dire: «*Il n'est pas question de remettre en cause la nécessaire hiérarchie des valeurs*».

Si un jour il veut bien prendre le temps d'une explication claire, je suis preneur de la leçon. En attendant, puisque notre camarade se pique d'être «*plutôt proudhonien*», je lui suggère de méditer ces lignes parues dans «*La Révolution Proletarienne*» de septembre 1974:

*La grande question qui se pose aujourd'hui à l'humanité est, en effet, celle-ci : les révolutions qui ont débuté avec le siècle : révolution russe, révolution yougoslave, révolution cubaine, et enfin, révolution chinoise, révolutions qui ont fait qu'aujourd'hui les régimes, disons «*communistes*», doivent couvrir à peu près la moitié de la population totale du globe, et sont très probablement appelés à en couvrir la totalité dans un temps relativement court, aboutiront-elles en fin de compte à des régimes de type socialiste, ou bien à des régimes de type fasciste ?*

*Un régime socialiste est un régime ou règne l'égalité entre les hommes; un régime non socialiste est un régime où règne au contraire l'inégalité, c'est un régime basé sur une «*hiérarchie*» comme on disait chez Mussolini.*

*Or, cette égalité ou cette inégalité entre les hommes dépend essentiellement, à notre époque, de l'égalité ou de l'inégalité que l'on prétend exister dans la nature des différents travaux. Certains travaux, les travaux dits «*intellectuels*», ceux où l'on ne se «*salit pas les mains*», sont réputés être d'une nature supérieure à ceux où on se les salit; en conséquence de quoi, prétend-on, ceux qui exercent des travaux «*intellectuels*», doivent jouir d'une rémunération supérieure à ceux auxquels échoit le travail dit «*manuel*».*

*D'où la principale justification, à notre époque, de l'inégalité entre les revenus. Il y a d'un côté, ceux qui ne se salissent pas les mains et qui ont droit par cela même au respect des autres, en même temps qu'ils perçoivent sur la production commune de quoi satisfaire largement leurs besoins, en un mot les «*nobles*», et, de l'autre côté, la «*racaille*»: ceux dont la dépense quotidienne d'«*énergie*» (au sens scientifique du mot) est au moins égale à celle des premiers, mais qui ne sont tout de même que des «*roturiers*» qui ont juste le droit au minimum vital.*

*Or, c'est ce que Proudhon a admirablement compris et a exprimé sans aucune ambiguïté: toute différence de rémunération selon la nature du travail effectué n'est que «*brigandage*».*

Telle est la raison pour laquelle, à mon sens, Proudhon est plus actuel que jamais, et la raison pour laquelle il m'arrive assez souvent de le citer.

Robert LOUZON

Quand on se prétend «*plutôt proudhonien*» il est difficile de ne pas remettre en cause le «*brigandage*» hiérarchique dénoncé par Proudhon. Alors ?...

HALTE A LA VIOLENCE !

Voilà qui est bien envoyé. Dans le n° 1404 (2.10.74) de «*FO Hebdo*» un secrétaire confédéral intoxiqué par le démon de l'actualité, cela arrive, s'en prend violemment à la violence des fanatiques preneurs d'otages et autres terroristes tueurs de femmes et d'enfants innocents qui mettent en danger la Paix (la majuscule n'est pas de moi).

Il est évident que ça ne doit pas être drôle d'être pris malgré soi dans de tels pièges, surtout si on y laisse sa peau. Mais, sans méchanceté aucune, je trouve que l'argument vole un peu trop au ras des pâquerettes, ressemble trop à de la banale démagogie. Quand on veut essayer de comprendre ce qui se passe dans une société, ce n'est peut-être pas par ce bout-là (même si on ne doit pas le négliger) qu'il faut commencer l'analyse. C'est toujours gênant de voir un camarade, chargé de responsabilités à un haut niveau, se laisser cacher la forêt par un seul arbre, fut-il de taille.

Jean Jaurès lui-même, qui n'était pourtant pas un révolutionnaire farouche, disait déjà que «*le*

capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage». Bien sûr on peut essayer de préserver la Paix quand on est comme nous en plein régime capitaliste,... on peut aussi essayer de faire rouler des brouettes à roues carrées.

Il serait tout de même souhaitable qu'on évite, dans un organe syndicaliste qui se veut libre, d'utiliser des arguments du niveau de ceux développés quotidiennement dans «Le Parisien Libéré» ou, parfois, dans «L'Humanité». Après tout ces fanatiques japonais ont, dans le cas précis de l'affaire de La Haye, fait beaucoup moins de mal que, en mai-juin 68 ou surtout pendant la guerre d'Algérie, certains flics bien français qui sont toujours en poste et continuent même, à l'occasion, d'exercer leurs talents spéciaux.

Et, après tout, cédon's aussi au démon de l'actualité. Il y a en ce moment des bidasses qui ont de très gros ennuis avec la chienlit militaire, qui vont passer devant des tribunaux militaires (plus ceux qui vont en baver sans «jugement») du côté de Draguignan par exemple, et aussi du porte-avions «Clémenceau», etc. Des bidasses ce sont des travailleurs, des syndiqués, peut-être des militants, en sursis; on le sait bien à la Confédération puisqu'on s'occupe, à juste titre, du sort de ceux qui sortent du service militaire (F.O.Hebdo. n°1405). Alors ça ne serait pas une mauvaise chose de lire dans un prochain «F.O. Hebdo», sous la même signature, «Halte à la violence militaire».

Chiche !

Marc PREVOTEL

UNE DECLARATION DU MOUVEMENT LIBERTAIRE PORTUGAIS:

1- Nous travaillons pour la construction d'une organisation syndicale ouvrière, libre de tout contrôle extérieur, fondée sur des syndicats d'industrie regroupant tous les travailleurs de cette industrie, des unions locales de syndicats et une fédération des unions d'industrie jusqu'à la réorganisation de la *Confederação geral do trabalho*.

2- Pour commencer, nous invitons tous les travailleurs manuels et intellectuels à organiser des conseils dans leurs usines, bureaux ou autres lieux de travail, comme véritable base de leur organisation, qui leur permettront de formuler leurs revendications et d'acquérir une expérience politique d'auto-organisation syndicale - la meilleure base pour la construction d'une société socialiste non autoritaire sans dogmes imposés, une société sans classes fondée sur l'association consciente de tous.

3- Nous travaillons pour la diffusion d'une culture qui donnera aux travailleurs la dignité humaine nécessaire pour leur permettre de déterminer leur propre vie.

4- Nous proposons d'étudier indépendamment de tout compromis politique les véritables revendications des travailleurs et les problèmes de coopération entre la ville et la campagne, entre les travailleurs manuels et les travailleurs de la technologie.

5- Nous travaillons pour un socialisme libre basé sur le peuple et émanant de lui, à travers l'association dans les activités concrètes, en particulier par la libre association des conseils régionaux qui, en tant que cellules vivantes, constitueront le pays.

6- En tant que défenseurs du droit des peuples à décider de leur propre sort, nous condamnons les guerres de toutes sortes, et croyons que c'est aux peuples des colonies, indépendamment de la race, à créer leurs propres communautés avec des droits égaux pour tous.

Nous sommes les héritiers de la Première Internationale: «L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. Notre passé est la garantie de la fermeté de nos principes face aux tâches qui nous attendent dans le futur. Nous sommes deux générations, l'une des années 20 qui, après un demi-siècle, rencontre celle des années 70, et ensemble nous continuerons la lutte pour la société libérée. Camarades, libertaires, organisez vos groupes de travail et unissons-nous!

(texte paru dans «Solidarité Ouvrière»)

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA C. G. T. PORTUGAISE:

Le quotidien de l'organisation du prolétariat portugais «A Batalha», interdit depuis 48 ans, reparait aujourd'hui sous forme de bi-mensuel.

Les travailleurs portugais sont entrain de reconstruire leur organisation syndicale, la C.G.T. (Confederação General do Trabalho), qui comptait avant le coup d'état de Salazar 300.000 membres. C'était l'organisation soeur de la C.N.T. d'Espagne.

Pour une organisation qui se reconstruit et entend avoir un impact national, il est impératif d'avoir un journal. Nos camarades ont besoin d'un important soutien financier pour que «A Batalha» devienne dans un premier temps hebdomadaire en attendant de redevenir quotidienne.

Nos camarades de l'Alliance Syndicaliste ont pris l'initiative de créer un comité de soutien pour la reconstruction de la C.G.T. portugaise. Nous nous associons volontiers à cet effort.

Des carnets de 10 bons de soutien à 10 F le bon ont été édités. Vous pouvez tout de suite en passer commande à notre C.C.P. Marc PREVOTEL 1753 -41 S ROUEN, en portant au dos la mention «Portugal».

Merci d'avance.

CORRESPONDANCE:

Jo SALAMERO 16 rue du Languedoc 33700 MERIGNAC

Marc PREVOTEL B.P. 15 Cité Léon Weber 50440 BEAUMONT-HAGUE

Abonnement: 12F les 6 numéros. Soutien:25F.
Marc PREVOTEL C.C.P. ROUEN 1753 41 S
